

ENOCH RUHIGIRA
C/o Les Éditions La Pagaie
B.P. 36535
45065 Orléans Cedex 2

**Commentaires sur la [réaction d'Edouard Karemera](#) sur mon livre « La Fin Tragique d'un Régime »
paru aux Editions La Pagaie en mai 2011.**

17 août 2011

D'emblée je salue et remercie beaucoup Edouard Karemera pour sa réaction et sa contribution pour éclaircir certains aspects de mon livre. Ceci traduit son combat inlassable par des nombreux écrits dont un livre pour mieux faire connaître la vérité sur les faits qui ont conduit à la tragédie rwandaise de ces dernières années. Je partage sa frustration devant la manipulation des faits qui nous ont éloigné de la vérité et conduit à l'emprisonnement et la condamnation des innocents. Mon espoir est que d'autres rwandais vont continuer à participer au débat pour mieux éclairer l'opinion et les générations futures sur ce qui s'est réellement passé. J'ose espérer qu'à la lumière des faits qui ne manquent pas et loin de la propagande et des stéréotypes, le TPIR va innocenter un des grands combats et artisan pour l'avènement de la démocratie, l'état de droit et la réconciliation au Rwanda. Le tribunal devrait faire distinction entre ceux qui étaient animés par l'intérêt supérieur de tout le peuple rwandais et sans distinction dans la confusion générale qui a suivi l'assassinat du Président Habyarimana et la machine à tuer qui en a suivi. Espérons que celui qui a mis le feu aux poudrières répondra un jour.

Concernant les rectifications apportées par Edouard Karemera sur trois éléments qu'il juge importants, je voudrais y apporter mes commentaires mais également sur quelques autres points qu'il soulève dans sa réaction.

1. Le récit sur le départ de la primature de Dismas Nsengiyaremye.

A mon avis les commentaires d'Edouard ne font que compléter mon livre qui par ailleurs étant donné les contraintes de publication ne pouvait pas entrer dans certains détails. Il est vrai que l'évaluation négative par les anciens alliés des Forces démocratiques de changement (FDC) de l'action du PM Nsengiyaremye a facilité la décision du Président pour ne pas le reconduire à la Primature. Cependant si le Président n'avait pas été persuadé que Dismas le contournait pour s'imposer comme Premier Ministre en cédant facilement aux exigences du FPR au lieu de chercher l'appui intérieur à travers le Conseil des Ministres et l'appui du MRND, il n'aurait pas suivi la recommandation du groupe FDC car ce groupe ne faisait que tout simplement satisfaire la volonté du FPR. Il n'était pas évident que Faustin Twagiramungu ferait mieux dans les négociations ou comme Premier Ministre de la Transition que son concurrent. Après la formation du gouvernement Agathe Uwilingiyimana, l'aile du parti MDR favorable à Dismas avait tenté ce rapprochement avec le MRND car elle avait compris les enjeux mais il était trop tard comme d'autres initiatives nées par après. Cette question de nomination du Premier Ministre de la transition et de la prolongation du mandat de Dismas avait été discutée entre Matthieu Ndirumapfse et le Président au cours de l'audience du 12/7/1993 ou j'étais présent. Ici donc je me réfère à mes notes et pas à ma mémoire et de plus, le Président m'avait demandé de faire quelques contacts avant de prendre sa décision et ainsi je pense que je suis bien placé pour savoir comment nous sommes arrivés à ce changement.

2. Le récit édulcoré de la rencontre de Dar-es-Salaam et la signature du document confidentiel du 7 mars 1993

Edouard Karemera parle de ce document confidentiel dans son livre « Le drame rwandais » paru dans les Editions Sources du Nil en 2006¹. Je ne cherche pas à l'édulcorer, il faudrait plutôt le placer dans son vrai contexte de la stratégie regrettable des négociations d'Arusha par le gouvernement rwandais et j'en ai parlé dans mon livre². L'affaiblissement du Président Habyarimana et du parti MRND prenait la priorité sur le reste. J'étais là comme membre de la délégation mais j'ai pris connaissance du document longtemps après sa signature. Ce document n'est donc pas pire que certains protocoles signés précédemment et la position assez mitigée de la part de la France pour une aide décisive pour éloigner le mal en février 1993 avant même la rencontre de Dar-es-Salaam. J'ai été surpris de constater que l'ambassadeur de France d'emblée soutenait la position du PM quand je l'ai contacté dès mon retour de Dar-es-Salaam. C'était ainsi d'ailleurs que le Président n'avait pas beaucoup insisté sur ce document quand il a reçu le PM le 9 mars 1993 pour lui faire rapport de sa mission. Je m'attendais à une audience difficile et l'explosion de colère mais rien ne s'est passé dans ce sens. Je me réfère à mes notes ici également et pas à ma mémoire.

3. Le récit inachevé de la mise en place des Institutions de transition le 5 janvier 1994.

C'est possible que Madame le PM et le PM désigné se trouvaient dans la salle. Tout ce que j'ai retenu et resté dans ma mémoire, Madame le PM m'avait indiqué la veille qu'elle n'allait pas venir et je devais en informer le Président. Après la prestation de serment du Président, j'ai voulu contacter Faustin Twagiramungu que j'avais déjà aperçu en dehors de la salle pour savoir ce qu'il comptait faire et je l'ai retrouvé à l'extérieur de la salle et ça ce sont des faits véridiques. J'apprécie donc la précision qu'Edouard apporte mais le fait reste, la cérémonie de mise en place des institutions ne s'est pas terminée comme programmée à cause du jeu de la chaise vide du FPR, du président de la Cour Constitutionnelle, du PM et du PM désigné³.

4. L'apocalypse qui a suivi l'assassinat du Président n'est pas abordée

Comme je le mentionne dans le livre, il s'agit d'un témoignage et pour des raisons d'objectivité, j'ai essayé dans la mesure du possible de me limiter à la période dont j'ai suffisamment de documentation ou dont j'ai été personnellement témoin. L'isolement dans lequel je me suis trouvé durant toutes ces années d'errance ne m'a pas permis de recueillir suffisamment d'information et d'en effectuer un recoupage pour m'assurer de la validité des informations qui circulent. C'est pourquoi je parle donc peu de la période qui a suivi l'assassinat du Président Habyarimana. Par ailleurs, Edouard en parle suffisamment dans son livre cité ci-haut (Le drame rwandais). Celui qui

¹ Edouard Karemera, « Le drame rwandais, Les aveux accablants de chefs de la mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda », Editions Sources du Nil, 2006, pages 167 et 208

² Chapitre relatif au « Manque de consensus dans les négociations de paix-un mauvais présage, page151-169

³ Aujourd'hui le PM désigné dit qu'il était embarrassé par la situation et si le Président n'avait pas suspendu la séance probablement qu'il aurait été forcé de présenter son gouvernement.

peut nous dire plus est celui qui a provoqué cette apocalypse en assassinant le Président Habyarimana. S'il ne veut pas le dire volontairement à travers un dialogue national, peut-être il le fera à travers les tribunaux quand les puissants de ce monde le permettront et si nous continuons sans se lasser de pousser pour la vérité et la justice.

5. L'initiative d'ajouter le nom du général Déogratias Nsabimana sur la liste des membres de la délégation.

Comme E. Karemera le dit lui-même, il s'agit des spéculateurs malveillants qui associent mon nom à une telle initiative. J'ai déjà eu l'occasion d'en parler dans ma réaction au fameux rapport Mutsinzi sur l'assassinat du Président Habyarimana. Cette réaction peut toujours être consultée sur internet : http://sosrwanda.weebly.com/uploads/3/4/2/9/3429250/critiques_rapport_mutsinzi_par_enoch_ruhigira.pdf. Dans ce rapport, la commission Mutsinzi avançait que c'était l'initiative de Théoneste Bagesora. Mais comme Runyinya Barabwiriza⁴ l'avait dit à la commission, le nom de Déogratias a été ajouté en remplacement du Ministre de la Défense qui avait une autre mission. Une telle décision ne pouvait être prise que par une autorité compétente et supérieure à mon rang. En tant que Directeur de Cabinet à la Présidence, je n'avais aucun droit ou aucun droit d'initiative de faire une proposition pour une délégation quelconque même pour les agents de la Présidence j'étais seulement informé. Qui étais-je donc pour proposer en mission un chef d'état-major de l'armée ? Tous ceux qui savent comment les choses marchaient ou qui ont travaillé à la présidence peuvent en témoigner. Par ailleurs, les dossiers sur l'armée et le ministère de la défense se traitaient directement avec le Président et tous les dossiers passaient par le canal du Colonel Sagatwa. J'étais informé que si le président voulait que j'en parle avec le PM ou un autre ministre en dehors du Ministre de la défense. James Gasana a été Ministre de la défense et il sait de quoi je parle. Par ailleurs pour mieux répondre à cette question il faudrait se demander et savoir qui a proposé le reste de la délégation et c'est lui qui pouvait faire les changements s'il y avait lieu.

6. Comment le Président, le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur et le chef d'état-major se sont retrouvés à l'étranger au même moment.

Je pense qu'il s'agit d'une de ces erreurs regrettables mais fatales. Avant de se poser la question sur cette liste, est-ce qu'en premier lieu le Président lui-même devait-il accepter cette invitation pour parler de la situation burundaise avant de mettre l'ordre dans son pays avec les blocages du FPR pour avoir un prétexte pour recommencer la guerre pour nous mettre dans la situation du Burundi qu'il voulait aider⁵ ? Comme je le dis à la page 198 de mon livre, le Président Habyarimana n'était pas convaincu de la nécessité d'un tel sommet convoqué à la hâte sans aucune préparation au niveau ministériel pour discuter d'une question aussi importante de rassurer le gouvernement démocratiquement élu au Burundi que les putschistes menaçaient de faire tomber. Il n'a pas voulu

⁴ Conseiller aux Affaires Etrangères à la présidence à l'époque.

⁵ Le Président évoquait le 5 avril 1994 le danger d'une attaque du FPR pour forcer sa solution devant l'impasse dans la mise en place des institutions de transition restante avec des milliers de déplacés de guerre à la porte de Kigali à Nyacyonga. C'était ainsi qu'il voulait profiter de la nouvelle dynamique dans la communauté internationale pour mettre en place les institutions de la transition restantes pour bloquer le prétexte pour recommencer la guerre par le FPR. Son souhait était de remettre le sommet de Dar-es-Salaam après la mise en place des Institutions restantes au Rwanda et probablement qu'il n'a pas pu convaincre ses homologues ou le pays hôte du sommet.

décevoir le Président Mwinyi, malheureusement le pays et lui-même ont encore une fois payé cher cette honnêteté politique. Comme le sommet devait discuter de la réforme de l'armée et la sécurité au Burundi pour permettre au gouvernement burundais de fonctionner, je crois que c'est la raison qui a poussé le président à avoir le Ministre de l'Intérieur et celui de la Défense (remplacé par le Chef d'état major) dans sa délégation.

7. Les zones d'ombre entourant le sommet de Dar-es-Salaam

Je partage les interrogations entourant le sommet de Dar-es-Salam également et la façon dont les pays de la région, l'OUA, la MINUAR, l'ONU et en général la communauté internationale ont réagi et continuent de réagir sur ce sommet et l'assassinat de deux présidents qui assistaient à cette réunion. Malheureusement je n'ai pas de réponses et je ne sais même pas comment nous pourrions les obtenir devant la complexité du problème actuel du Rwanda avec les intérêts divers y compris des puissances qui soutiennent le régime de Kigali aujourd'hui. Edouard est sûrement au courant de cette complexité à la lumière de ce qui se passe au TPIR, du blocage des enquêtes en France et en Espagne sur cette question. Mes interrogations sur ce sommet et l'assassinat du président sont résumées dans les chapitres concernant « La nécessité d'une enquête indépendante... pages 216 à 220 et le chapitre concernant la communauté internationale pages 253 à 262.